

## GROUPE LAFARGE

## Une nouvelle politique d'austérité

*Le groupe Lafarge a publié cette semaine ses résultats pour l'année 2011, avec une nette influence de la situation en Grèce et une nouvelle politique d'austérité qui va certainement se répercuter sur d'autres filiales. Lafarge Algérie subira de toute évidence la politique de compensation décidée par le groupe.*

Le résultat de l'exercice a reculé de 9% par rapport à l'année 2010 et s'établit à 2,2 milliards d'euros. Malgré une hausse du chiffre d'affaires de 3% passant de 14,8 à 15,3 milliards d'euros, le résultat net par action a reculé de 28%.

Cette dégradation des résultats du leader mondial du ciment s'explique par la forte hausse des coûts des matières premières et de l'énergie ainsi que des charges exceptionnelles enregistrées sur la Grèce.

Dans son bilan annuel, le groupe Lafarge s'est assigné un douloureux objectif, consistant à réduire de 400 millions d'euros ses coûts avec la fusion de toutes ses activités (plâtre, béton, granulats et ciment) pour ne former qu'une seule activité au niveau de chaque pays. Cela suppose des suppressions d'emplois et d'autres charges liées à la gestion. Dans le volumineux bilan, Lafarge évoque sa filiale algérienne en termes très



élogieux : «En Algérie, le dynamisme du marché, l'amélioration de la performance industrielle et les hausses de prix dues au lancement de nouveaux produits nous ont permis d'accroître de façon significative notre chiffre d'affaires domestique de 24 %», conclut-on.

Néanmoins, il s'agit du seul chiffre significatif concernant l'Algérie.

Une source crédible a affirmé, hier, que Lafarge Algérie a contribué à hauteur de 12% au résultat du groupe, suite à une année exceptionnelle qui a porté le résultat d'exploitation de la filiale algérienne à plus de 208 millions en augmentation de 29 % par rapport à l'année précédente. Ces résultats exceptionnels s'expliquent par la hausse de 12 % des volumes de ciment

vendu et la forte croissance enregistrée par sa filiale de béton prêt à l'emploi. Il a été ouvert plus de 15 centrales durant l'année 2011 à travers tout le territoire national.

Pourtant, cette bonne santé de Lafarge Algérie n'épargne pas la filiale du plan d'austérité imposé par le groupe qui a décidé d'économiser la bagatelle somme de 400 millions d'euros. La réorganisation des unités a eu pour effet de regrouper toutes ses activités sous un seul directeur général pour Lafarge Algérie et la mise en place d'une équipe de direction, constituée en majorité d'expatriés qui commencent à menacer les cadres dirigeants algériens.

L'inquiétude au sein de l'entreprise est devenue publique et la contestation risque de freiner certaines activités.

Avec déjà le blocage du titre minier, le dernier email du directeur général de Lafarge Algérie — et surtout les propos qu'il colportait à l'égard des responsables algériens — risque d'empoisonner davantage les relations de l'entreprise avec l'administration et le partenaire social. Les relations avec l'ANPM (l'Agence nationale du patrimoine minier) ne manqueront pas de connaître de nouvelles tensions et le partenariat avec le groupe GICA (groupe des cimenteries) est désormais menacé.

Mokhtar Benzaki

## BLANCHIMENT D'ARGENT ET FINANCEMENT DU TERRORISME

## La responsabilité des banques, institutions financières et entreprises et professions non-financières engagée

*Rien ne devrait plus passer entre les mailles du filet. Les banques, les institutions financières et toutes les personnes physiques ou morales, avocats, notaires, huissiers et autres commissaires priseurs et aux comptes, qui réalisent des transactions financières au profit de leurs clients ont désormais la responsabilité pleinement engagée en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - La nouvelle ordonnance n° 12-02 du 13 février 2012, publiée au Journal officiel du 15 février 2012, étend la définition et élargit en effet le champ d'application de la loi du 6 février 2005 relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Effective à compter du 20 février, hier, donc, cette ordonnance oblige les banques et les institutions financières ainsi que toutes les personnes physiques et morales réalisant des transactions financières au profit de clients à une vigilance accrue, à un rôle de veille agissant, faute de quoi elles se rendent complices, voire aussi responsables d'actes relevant de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme qui y seraient alors commis et auxquels elles ne se seraient pas éveillées ou omis de signaler. L'ordonnance en question dispose que les institutions financières et les entreprises et les professions non financières, désignées sous le générique d'assujettis, ont obligation de faire déclaration de soupçon. «Les assujettis doivent s'assurer de l'objet et de la nature de l'ac-

tivité, de l'identité et des adresses de leurs clients, chacun en ce qui le concerne, avant d'ouvrir un compte ou livret, de prendre en garde des titres, valeurs ou bons, d'attribuer un coffre ou d'établir toutes autres opérations ou relations d'affaires (...)», article 7.

## Les relations d'affaires sous surveillance

L'ordonnance oblige aussi les banques et les entreprises non financières intervenant dans les transactions financières à disposer d'un «système adéquat de gestion de risque afin de déterminer si un client potentiel, un client ou bénéficiaire effectif est une personne politiquement exposée, de prendre toutes mesures permettant d'identifier l'origine des capitaux et d'assurer une surveillance renforcée et permanente de la relation d'affaire», article 7 bis.

Par personne politiquement exposée, il est entendu, au sens de l'ordonnance, tout étranger nommé ou élu, qui exerce ou a exercé en Algérie ou à l'étranger, d'importantes fonctions législatives, exécutives, administratives ou judiciaires. Par ailleurs, les banques et les entreprises non-

financières visées par l'ordonnance, sont tenues, au cas où leur client est soupçonné de ne pas agir pour son propre compte, d'enquêter, par tout moyen de droit, sur l'identité du bénéficiaire effectif, ou du véritable donneur d'ordres. Et lorsque une opération ne paraît pas avoir une justification économique ou d'objet licite, les assujettis ont l'obligation «de se renseigner sur l'origine et la destination des capitaux ainsi que l'objet de l'opération et l'identité des intervenants économiques (...)». Au cas où les banques ou les entreprises non-financières s'éveillent ou soupçonnent une tentative de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme elles sont tenues d'aviser la cellule de traitement du renseignement financier, laquelle est prévue par la réglementation.

Cette dernière, désignée par l'organe spécialisé, communique, lorsqu'il y a des motifs de suspecter des opérations de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, les renseignements financiers aux autorités sécuritaires et judiciaires.

Cela étant, la nouvelle ordonnance entend par blanchiment d'argent «la conversion ou le transfert de capitaux, produit direct ou indirect d'une infraction, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne impliquée dans l'infraction principale» ainsi que «la dissimulation ou le déguisement de la nature véritable, de l'origine, de l'empla-

cement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété des capitaux ou des droits y afférents dont l'auteur sait qu'ils sont le produit d'une infraction» et enfin «l'acquisition, la détention ou l'utilisation de capitaux par une personne qui sait, lors de leur réception, que lesdits biens constituent le produit d'une infraction».

## Avoirs des terroristes : le juge habilité à ordonner le gel ou la saisie

L'ordonnance confère au président du tribunal d'Alger, qui abrite le pôle judiciaire spécialisé, d'ordonner le gel ou la saisie, pour un mois renouvelable, des capitaux ou des produits appartenant ou destinés à des terroristes. «Le président du tribunal d'Alger peut ordonner le gel et/ou la saisie, pour une durée d'un mois renouvelable, de tout ou une partie des capitaux ainsi que leur produit, appartenant ou destinés à des terroristes ou à une organisation terroriste, sur demande de l'organe spécialisé, du procureur de la République près le tribunal d'Alger ou des instances internationales habilitées» article 18 bis. L'ordonnance spécifie que cette mesure est susceptible de recours. Cela étant, en matière de sanction en cas de manquement aux dispositions de l'ordonnance, il est encouru des amendes allant de 10 millions à 50 millions de dinars, voire des peines plus graves.

S. A. I.

## COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ALGÉRO-BELGE

## Une mission commerciale attendue à Bruxelles

Une mission commerciale et économique algérienne est attendue à Bruxelles, du 16 au 20 avril prochain. Initiée sous l'égide de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et la Chambre de commerce arabo-belgo-luxembourgeoise, cette mission s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération économique entre l'Algérie et la Belgique et en particulier avec la région de Bruxelles-Capitale. Objectif, permettre à une quarantaine d'opérateurs algériens, activant dans les secteurs de l'industrie chimique, l'emballage, la pharmacie, la protection de l'environnement et la production agricole du terroir, d'explorer les opportunités d'affaires, d'exportation et d'investissement en Belgique.

Outre une séance plénière prévue pour le 17 avril, des rencontres d'affaires B2B, des contacts avec des confédérations sectorielles et des visites de sites industriels sont envisagés en ce sens. Dans cette perspective, l'ambassadeur de Belgique en Algérie, Christiaan Van Driessche, accompagné de deux attachés commerciaux, et le directeur général de la CACI, Mohamed Chami, ont animé hier au siège de l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA, sise aux Pins-Maritimes à Alger), une conférence. L'occasion d'un exposé sur les opportunités d'affaires en Belgique, favorisées notamment par des conditions logistiques très incitatives, un régime fiscal attractif pour les investisseurs étrangers et un accompagnement efficient à l'international pour les sociétés belges. Et dans la mesure où les opérateurs algériens qui participeront à cette mission pourront bénéficier d'un visa d'entrée pour un mois.

Outre une mission commerciale d'hommes d'affaires belges, attendue en juin 2012, une délégation gouvernementale belge est également attendue en mars prochain à Alger.

Notons que plus de 67 sociétés belges sont installées en Algérie, présentes notamment dans l'import-export, l'engineering et le BTP ainsi que la distribution pharmaceutique notamment, selon des données de 2010.

En croissance soutenue, les échanges commerciaux se sont élevés en 2011 à près de 3 milliards d'euros, dominés essentiellement par les achats d'hydrocarbures algériens.

C. B.